

Tim Phillips [00:00:00] :

Aujourd'hui dans VoxTalks Economics, l'extension du droit de vote a-t-elle rendu l'Inde plus démocratique ? Bienvenue dans VoxTalks Economics du Center for Economic Policy Research. Je suis Tim Phillips et chaque semaine, nous vous présentons les nouvelles recherches les plus importantes en économie. N'oubliez pas de vous abonner, quelle que soit la source que vous utilisez pour vos podcasts, vous nous y trouverez. Suivez-nous également sur Instagram, sur notre compte VoxTalks Economics.

La démocratie exige que la population ait le droit de voter, bien sûr, mais peut-être faut-il aussi qu'elle vote et que ce vote ait un sens. En Inde, il y a eu deux grandes réformes du droit de vote au cours du XXe siècle, mais quels effets ont-elles eu sur ces autres aspects de la démocratie ? Lakshmi Iyer, de l'Université Notre Dame, est l'une des auteures d'une nouvelle étude sur les liens entre l'émancipation et la démocratie en Inde. Lakshmi, bienvenue dans VoxTalks Economics.

Lakshmi Iyer [00:01:11] :

Bonjour Tim.

Tim Phillips [00:01:12] :

Nous pensons à la démocratie - enfin, je pensais à la démocratie jusqu'à ce que je lise votre article - exclusivement en termes de droit de vote. Mais vous dites que c'est nécessaire mais pas suffisant. De quoi d'autre avons-nous besoin pour la démocratie ?

Lakshmi Iyer [00:01:26] :

Vous savez, Tim, la plupart des gens sont d'accord pour dire que des élections libres et équitables sont une composante nécessaire de la démocratie, mais cela exige bien plus que le simple droit de vote. Des élections libres exigent que les électeurs soient en mesure d'exercer ce droit sans obstacles, coûts ou contraintes excessifs. Des élections équitables exigent qu'il n'y ait pas d'obstacles injustifiés à la candidature ou à la formation de partis politiques, ou que les électeurs obtiennent des informations sur les candidats et les thèmes du parti, ou que les électeurs et les partis soient en mesure de se réunir à des fins politiques. Ainsi, pour avoir des élections libres et équitables dans une démocratie, il faut garantir des droits civils, la liberté d'expression et d'association, la liberté de la presse. Pour garantir ces droits, nous devons disposer d'un système judiciaire indépendant. Enfin, nous avons également besoin de normes démocratiques largement acceptées ou d'une acceptation partagée de tous ces droits et processus. Ainsi, toutes les parties doivent accepter les résultats des élections. Tout le monde doit convenir que personne n'est au-dessus de la loi, etc. Vous voyez que nous avons besoin de beaucoup de choses pour nous considérer comme une démocratie. Enfin, si vous considérez la description très appropriée du président Lincoln selon laquelle la démocratie est « un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » (*a government of the people, by the people and for the people*), nous réalisons qu'un certain degré de contrôle du gouvernement par les citoyens est nécessaire pour la partie "pour le peuple" de la démocratie. Dans un certain sens, ils doivent donc agir dans l'intérêt des citoyens qui les ont élus. Et c'est là que je pense que nous avons besoin de la perspective d'une véritable concurrence politique

pour être pertinents. Car s'il n'y a pas de conséquences à la violation de la volonté du peuple, alors vous n'êtes pas un gouvernement pour le peuple.

Tim Phillips [00:03:10] :

Donnez-moi donc un exemple de pays qui ont le droit de vote, le suffrage universel ou quasi universel, mais que vous ne considéreriez pas comme une démocratie.

Lakshmi Iyer [00:03:21] :

Il existe de très nombreux exemples de ce type. Pour prendre un exemple qui a fait la une de l'actualité récemment, la Russie organise des élections très régulières. Je pense que la plupart des gens ne qualifieraient pas la Russie de démocratie. Le Rwanda est un autre exemple très intéressant : les élections y sont régulières, mais la concurrence politique y est très, très faible. Le président Kagame a remporté les dernières élections avec 98,8 % des voix, et ce parce que les candidats et les partis de l'opposition se heurtent à de nombreuses difficultés. Encore une fois, ce n'est pas ce que nous appellerions généralement une démocratie efficace. Ce qui est intéressant, c'est qu'il ne s'agit pas d'exemples isolés. En fait, j'ai trouvé une étude qui s'est penchée sur la question de savoir où les élections avaient lieu et qui a révélé que des élections avaient lieu dans deux tiers des pays classés comme autoritaires. Les élections ont donc lieu dans de nombreux pays qui ne sont pas des démocraties. C'est assez intéressant. Il existe toute une littérature sur les raisons pour lesquelles des élections sont organisées dans de tels pays, mais c'est quelque chose que les gens peuvent étudier.

Tim Phillips [00:04:22] :

Comme ce travail que vous avez fait sur l'émancipation en Inde. Mais tout d'abord, je voudrais vous parler un peu de ce que vous venez d'évoquer, de la façon dont nous devons envisager la démocratie en termes de participation au processus électoral et de compétition appropriée lorsque vous votez. Je suppose que nous devons mesurer ces éléments. Si vous êtes économiste, comment pouvons-nous les mesurer ?

Lakshmi Iyer [00:04:45] :

Il n'existe pas de mesure unique de la participation ou de la concurrence politique. Ainsi, lorsque l'on pense à la participation, une mesure très élémentaire est la participation électorale, n'est-ce pas ? Il suffit de se présenter et d'exercer son droit de vote. Mais les citoyens peuvent s'impliquer dans le processus politique de bien d'autres manières. Par exemple, ils peuvent participer à des campagnes, sensibiliser d'autres électeurs à certaines questions, adhérer à des partis ou à des mouvements politiques, ou encore se porter eux-mêmes candidats. Il existe également d'autres moyens de participer au processus politique que la participation aux aspects électoraux. Vous pouvez donc participer à la gouvernance par de nombreux autres moyens. Vous pouvez rédiger des pétitions, contacter les responsables locaux pour leur faire part des besoins et des préoccupations de vos concitoyens, participer à des organes nommés, comme de nombreux conseils et commissions au niveau municipal qui prennent des décisions très importantes sur des questions locales. Ce sont là des exemples de participation politique. Elle est beaucoup plus large que le simple fait de se rendre aux urnes. De même, il n'existe pas de mesure unique de la concurrence politique. Les gens ont utilisé de nombreux moyens

différents pour la mesurer. Certains utilisent le nombre de partis en compétition. D'autres disent, « quel est l'intérêt d'avoir dix partis si l'un d'entre eux obtient 90 % des voix ? » Ce n'est pas vraiment compétitif. Il existe donc une mesure supplémentaire appelée "nombre effectif de partis", qui consiste à pondérer le nombre de partis par les parts de voix obtenues. D'autres mesures peuvent être utilisées, comme la fréquence à laquelle le candidat sortant ou le parti est réélu. Ainsi, pour savoir si leur emprise sur le pouvoir est forte, existe-t-il une véritable concurrence ? Dans les systèmes uninominaux majoritaires comme au Royaume-Uni ou en Inde, les chercheurs utilisent souvent la marge de voix entre le candidat gagnant et le candidat arrivé en deuxième position, vous voyez ? En gros, on regarde si vous gagnez avec seulement 1 % de voix d'avance, ou avec 15 % de voix d'avance. Il est évident que nous considérons ces systèmes comme très différents en termes de concurrence. Dans la plupart des études empiriques, on est donc souvent limité par les données disponibles. Je ne connais aucune étude qui utilise toutes ces mesures. C'est très difficile, mais nous utilisons ce que nous pouvons obtenir.

Tim Phillips [00:06:48] :

Nous en préoccupons-nous parce que la démocratie est une bonne chose en soi, ou y pensons-nous parce que la démocratie permet d'obtenir de meilleurs résultats économiques, en particulier dans les situations de développement ?

Lakshmi Iyer [00:07:03] :

Je pense qu'il s'agit des deux. Lorsque nous réfléchissons à ce qui constitue une démocratie, j'ai dit qu'elle exigeait un certain niveau de libertés individuelles, ce qui, à mon avis, est une valeur en soi. Il s'agit de la dignité humaine, de l'épanouissement, etc. Mais la démocratie a également besoin de systèmes sociaux et d'institutions, tels que l'État de droit ou un système judiciaire indépendant, et ceux-ci pourraient en fait être bénéfiques pour les investisseurs et la croissance à long terme, etc. Cela pourrait donc avoir un effet bénéfique sur l'économie également. De même, lorsque l'on pense à la responsabilité envers les citoyens dans le cadre de la démocratie, cela implique souvent la fourniture de services publics appréciés par les citoyens, qu'il s'agisse de l'éducation, de la santé ou de la paix. Et tous ces éléments sont en fait favorables à la productivité économique. Je pense donc que la démocratie peut être bénéfique pour les résultats économiques, mais aussi bénéfique en soi.

[Voiceover] [00:08:02] :

En mai 2023, Guilhem Cassan, coauteur de Lakshmi, nous a parlé de la façon dont les campagnes politiques en Inde ont stimulé les ventes de journaux. Écoutez l'épisode : *Does politics sell newspapers?* (La politique fait-elle vendre des journaux ?)

Tim Phillips [00:08:23] :

Votre étude nous fait donc découvrir l'évolution de la démocratie en Inde. L'Inde se revendique comme la plus grande démocratie du monde. Mais si nous remontons à 1935, aux origines de ce système, alors que l'Inde coloniale était encore dirigée par la Grande-Bretagne, avant la première réforme, qui pouvait voter ?

Lakshmi Iyer [00:08:48] :

Dans l'Inde coloniale, la première fois qu'il y a eu des élections directes pour les membres du corps législatif, à la fois au niveau du gouvernement central et au niveau provincial, c'était en 1919, par le biais des réformes Montagu-Chelmsford. C'était donc la première fois que les Indiens obtenaient le droit d'élire directement leurs représentants. Avant cela, il y avait quelques représentants, par exemple au sein du Conseil législatif impérial, qui étaient nommés par les propriétaires terriens locaux ou quelque chose comme ça, mais maintenant les citoyens pouvaient voter, mais très peu de citoyens. Le droit de vote était limité à ceux qui avaient un certain niveau de revenu ou de richesse. Ces seuils étaient très élevés, si bien qu'en 1920, lorsque les premières élections ont eu lieu, seul 2,5 % de la population avait le droit de vote. Aussi, les femmes n'ont explicitement pas obtenu le droit de vote dans le cadre de cette réforme, et certains disent que c'est parce que les femmes au Royaume-Uni ne bénéficiaient pas d'un suffrage généralisé à l'époque. Il est très intéressant de lire certains documents historiques. Apparemment, le gouverneur général s'est montré compréhensif et a déclaré que les provinces indiennes étaient libres d'amender cette disposition. Ainsi, en l'espace de quelques années, toutes les provinces indiennes ont autorisé les femmes à voter, mais dans les mêmes conditions que les hommes. Mais ce n'était pas une grande amélioration, car très peu de femmes possédaient des biens. Seul un électeur sur 20 était une femme. Elles étaient donc égales sur le plan juridique, mais pas dans la pratique.

Tim Phillips [00:10:15] :

Ensuite, il y a eu la loi de 1935 sur le gouvernement indien qui a modifié le droit de vote. Combien de personnes supplémentaires ont pu voter après l'adoption de cette loi ?

Lakshmi Iyer [00:10:27] :

Beaucoup plus. Avant, nous avons environ 2,5 % de la population qui avait accès au vote. Après la loi de 1935, ce chiffre est passé à près de 12 %. Et ce, pour trois raisons majeures. La première est que la loi a largement réduit les seuils de propriété et de revenu. Prenons l'exemple de la province du Bengale. Auparavant, il fallait avoir payé une roupie et demie de taxes municipales ou posséder une maison d'une valeur de 150 roupies pour avoir le droit de vote. Après 1935, il suffisait de payer une demi-roupie d'impôts municipaux ou de posséder une maison d'une valeur de 42 roupies. Cette mesure a donc permis à un plus grand nombre de personnes d'obtenir le droit de vote. Certaines provinces ont également étendu le droit de vote aux hommes instruits. Il n'était donc pas nécessaire d'être propriétaire. Si vous étiez diplômé de l'université, vous aviez le droit de vote. Et si vous étiez une femme alphabétisée, vous pouviez également voter, car le taux d'alphabétisation des femmes était si faible qu'ils essayaient de leur accorder certains avantages d'accès. Enfin, ils ont également accordé le droit de vote à certaines épouses et veuves d'électeurs masculins particulièrement riches. Nous sommes donc passés de 2,5 % de la population à environ 12 %, ce qui est encore très loin du suffrage universel, mais constitue une amélioration considérable.

Tim Phillips [00:11:41] :

Nous passons ensuite à la situation d'après-guerre, lorsque l'Inde acquiert son indépendance et rédige sa propre constitution. Et cette constitution de l'indépendance élargit à nouveau le suffrage, n'est-ce pas ?

Lakshmi Iyer [00:11:56] :

Correct.

Tim Phillips [00:11:57] :

Mais pour qui ? Combien de personnes supplémentaires cela a-t-il permis d'inclure ?

Lakshmi Iyer [00:12:00] :

Cela a permis d'étendre le droit de vote à tout le monde. La constitution de 1950 a donc promulgué le suffrage universel pour les adultes. C'est-à-dire que tous les adultes âgés de 21 ans et plus pouvaient voter.

[Voiceover] [00:12:12] :

La première phase de cette grande expérience a consisté à recenser les listes d'électeurs afin d'établir les rôles électoraux pour l'ensemble du pays. Il s'agissait d'une tâche de la plus haute importance, car plus de 175 000 000 de noms devaient être compilés et saisis.

Lakshmi Iyer [00:12:30] :

Cela signifie que, par rapport à l'ensemble de la population, 48 % de la population a désormais le droit de vote. Il s'agissait donc d'une multiplication par plus de quatre par rapport à 1935. Depuis lors, je pense que l'Inde est la plus grande démocratie du monde.

[Voiceover] [00:12:45] :

Les véritables contacts personnels des candidats avec le public ont permis d'expliquer ce qu'eux et leurs partis représentaient et avaient à offrir. Des dirigeants bien connus ont effectué de nombreuses tournées afin d'acquérir une connaissance personnelle du pouls politique de nos concitoyens.

Tim Phillips [00:13:00] :

Votre tâche consiste à vérifier si cet élargissement de l'accès au vote a entraîné une plus grande participation et une plus grande concurrence. J'imagine qu'il serait assez difficile de le démontrer, tout simplement parce qu'il se passait beaucoup de choses en Inde à l'époque. Il est donc très difficile d'isoler l'effet de l'émancipation, n'est-ce pas ?

Lakshmi Iyer [00:13:23] :

C'est tout à fait exact, et c'est une grande question. Si nous voulions simplement comparer ce qui s'est passé avant et après 1935, ou avant et après 1950, nous aurions beaucoup de mal à dire si ce que nous observons est dû à l'émancipation ou à toutes sortes d'autres choses comme, par exemple, le fait que nous sommes devenus un pays indépendant ou que la Seconde Guerre mondiale vient de se terminer. Une simple comparaison de ce type risque donc d'être très trompeuse. Ce que nous faisons, c'est que nous ne comparons pas seulement si les choses ont changé avant et après, mais aussi dans quelle mesure elles ont changé au niveau local. Nous examinons donc les districts où l'émancipation a beaucoup augmenté par rapport aux districts où l'émancipation a beaucoup moins augmenté. En 1935, cela dépendait en quelque sorte de la situation locale. Si vous avez très peu de riches, la moyenne nationale d'émancipation est de 12 %, mais il y a des districts qui n'ont que 3 ou 4 % d'émancipés. Mais après 1950, tous les adultes doivent être émancipés. Tout le monde atteint donc le même niveau, mais à partir de points de départ très différents. Ainsi, dans certains districts, l'augmentation du taux d'émancipation a été de 10 % de la population, alors que dans d'autres, le taux d'émancipation a augmenté de 30 %. Nous allons donc comparer les districts qui ont connu des augmentations considérables à ceux qui ont connu des augmentations beaucoup plus faibles. L'idée est que lorsque l'on examine les changements au fil du temps, les changements dus à l'indépendance, à la fin de la Seconde Guerre mondiale ou à tous ces facteurs nationaux seront à peu près uniformes dans tous ces endroits. C'est une hypothèse, et nous essayons bien sûr d'en apporter la preuve, mais c'est l'hypothèse selon laquelle nous ne nous contentons pas d'une simple comparaison avant et après. Nous comparons la situation avant et après dans des endroits qui ont bénéficié d'augmentations considérables de l'émancipation par rapport à d'autres plus modestes. Et nous pouvons faire la même chose pour la réforme de 1935 parce qu'il y avait un peu d'émancipation avant et des changements différentiels entre les districts.

Tim Phillips [00:15:14] :

Je ne suis pas vraiment étonné que l'Inde ait des données très fiables à ce sujet. Où trouvez-vous vos données ? Quelles données utilisez-vous ?

Lakshmi Iyer [00:15:22] :

Paradoxalement, nous devons remercier les Britanniques d'avoir tenu d'excellents registres. Nous avons donc rassemblé des données sur toutes les élections provinciales de la période coloniale et de la période postcoloniale initiale. Nous avons rassemblé des données sur toutes les élections de 1920 à 1957. Au début, les élections de la période coloniale avaient lieu tous les trois ans environ. Mais il y a eu des interruptions dues aux guerres et autres, et dans la période post-coloniale, les élections ont lieu environ tous les cinq ans. Mais il s'agit de rapports électoraux complets qui fournissent des données sur le nombre d'électeurs inscrits. Nous pouvons donc suivre l'évolution de l'émancipation. C'est-à-dire ? Le nombre de personnes qui ont le droit de voter, mais aussi le nombre de personnes qui se sont rendues aux urnes. Ils indiquent le nombre de candidats, les noms des candidats. Plus tard, nous connaissons également l'identité des partis. Au cours de la période initiale, les partis n'étaient pas très forts ou bien établis. Il est donc intéressant de noter que les rapports électoraux ne prennent même pas la peine d'indiquer à quel parti une personne appartient. Nous pouvons donc calculer des

mesures standard telles que la participation électorale ou le nombre de candidats en lice. Et certaines mesures de la concurrence, comme la fraction des titulaires qui sont réélus, ou le nombre de scrutins qui n'ont fait l'objet d'aucune contestation. Au cours de la période initiale, il y a eu beaucoup de scrutins où il n'y avait qu'un seul candidat, et donc une concurrence littéralement nulle. Nous pouvons donc également prendre ça en compte.

Tim Phillips [00:16:54] :

La première question est donc la suivante : lorsque vous avez donné le droit de vote à un plus grand nombre de personnes, l'ont-elles utilisé ?

Lakshmi Iyer [00:17:00] :

C'est vrai. Tout le monde ne l'a donc pas fait. Ce que nous constatons, c'est que seule une petite fraction d'entre eux l'a fait. Dans nos résultats, nous constatons que si l'émancipation augmente de dix points de pourcentage, la part des électeurs dans la population n'augmente que de 4,1 points de pourcentage après la réforme de 1935, et de seulement trois points de pourcentage après la réforme de 1950. Il y a donc une forte augmentation de l'émancipation et une augmentation beaucoup plus faible du nombre d'électeurs qui se rendent aux urnes. Ainsi, la participation électorale, c'est-à-dire la part des électeurs qui exercent leur droit de vote, est en fait en baisse. Ainsi, si dix personnes supplémentaires ont le droit de vote et que seulement trois personnes supplémentaires se rendent aux urnes, la part des électeurs, c'est-à-dire la part des électeurs inscrits qui votent, diminue. Ainsi, si l'on constate une baisse de 2,27 points de pourcentage pour l'Inde lors de la réforme de 1935 et de 3,4 % après la réforme de 1950, nous nous sommes d'abord demandé s'il s'agissait uniquement de l'Inde. L'Inde était un pays très pauvre, très peu éduqué. Est-ce seulement à cause de cela ? Et nous avons comparé ces chiffres aux estimations d'autres pays. D'autres documents ont étudié, par exemple, la deuxième loi de réforme britannique de 1867. Ils ont trouvé une estimation très similaire à la nôtre, à savoir qu'une augmentation d'un écart-type de l'émancipation entraîne une baisse de trois points de pourcentage de la participation électorale, ce qui est très similaire à notre fourchette de deux points et demi à trois points et demi. Nous avons trouvé un article italien qui étudie l'émancipation de 1912 dans ce pays. De la même manière, ils ont constaté que si l'on augmente l'émancipation d'un écart-type, la participation électorale diminue d'environ trois points de pourcentage. Il était donc très intéressant de constater que les résultats obtenus en Inde sont très similaires à ceux obtenus dans d'autres pays. Cela nous amène à penser que ce n'est pas tant l'éducation ou la richesse qui est en cause, mais la méconnaissance relative de cette institution ou de ce droit de vote. Lorsque les gens obtiennent le droit de vote pour la première fois, ils ne savent peut-être pas comment, où et quand l'exercer.

Tim Phillips [00:19:01] :

Je suppose que cela entre aussi en ligne de compte dans votre mesure de la participation au processus électoral et dans la question de savoir si celle-ci s'élargit en même temps que le droit de vote.

Lakshmi Iyer [00:19:15] :

Et ce n'est pas le cas. Ainsi, comme on pouvait s'y attendre, très peu de personnes se rendent aux urnes pour exercer ce droit fondamental qu'est le droit de vote, et nous constatons également que le nombre de candidatures n'a pas beaucoup augmenté en tant que mesure de la participation. Il y a donc une certaine augmentation, mais elle est bien inférieure au nombre de personnes qui ont obtenu le droit de vote. En Inde, le droit de vote était le même que le droit de se porter candidat. Les conditions étaient les mêmes. Ainsi, si l'on considère le nombre de candidats par rapport à l'ensemble des électeurs inscrits, on constate un déclin dans les pays où l'émancipation a beaucoup progressé, parce que l'émancipation a beaucoup progressé et que le nombre de candidats n'a augmenté que d'un tout petit peu. De manière un peu plus décevante, nous constatons également le même effet sur la concurrence politique. Il n'y a pas d'effet entre l'augmentation de l'émancipation et les changements dans la concurrence politique. Nous avons donc examiné le nombre de scrutins non contestés, le nombre de candidats par siège, combien de personnes sont en lice pour un siège, quelle fraction des titulaires a été réélue, rien de tout cela n'a changé dans les endroits où l'émancipation a augmenté. Je pense donc que le tableau d'ensemble est le suivant : vous avez le droit de voter, mais les électeurs ne sont pas plus impliqués, ils le sont seulement un peu plus. Cela ne change pas grand-chose aux perspectives politiques, en particulier pour les candidats sortants. Ils continuent à gagner au même rythme. Et même, après 1950, cela a légèrement augmenté les taux de réélection.

Tim Phillips [00:20:30] :

Oui, parce qu'il y a eu cette période, dans les années 60 et 70, où le parti du Congrès était le parti du pouvoir, c'est cela, en Inde ?

Lakshmi Iyer [00:20:39] :

C'est exact. Très dominant, oui.

Tim Phillips [00:20:41] :

Nous avons donc discuté au début de la question de savoir si nous considérons la démocratie comme quelque chose de bien en soi ou si elle conduisait à différents types de politiques ou à différentes activités de la part du gouvernement. Est-ce le cas ?

Lakshmi Iyer [00:20:55] :

La réponse est oui. Nous nous sommes intéressés, comme vous l'avez dit, à la partie "pour les gens" de la question de la gouvernance. Et nous avons suivi deux politiques importantes, à savoir l'éducation et la santé. Elles sont très importantes partout, mais particulièrement dans un pays très pauvre comme l'Inde. Pour la période coloniale, nous sommes en mesure de suivre les dépenses du gouvernement au niveau local. Pour la période postérieure à l'indépendance, nous n'avons pas de données sur les dépenses, mais nous pouvons suivre le nombre d'établissements d'éducation et de santé qui sont le résultat de ces dépenses. Les réformes de 1935 et de 1950 ont permis d'émanciper les plus pauvres, en abaissant les seuils de propriété dans un cas et en supprimant complètement les seuils dans l'autre. Nous avons estimé que ces

nouveaux électeurs seraient très intéressés par un renforcement de l'éducation publique. Il convient de noter que les personnes très riches qui ont été émancipées très tôt dans le cadre de la réforme de 1919 n'auraient pas bénéficié autant de l'expansion de l'enseignement public, car elles pouvaient s'offrir des professeurs particuliers ou des écoles privées. Certains d'entre eux ont même envoyé leurs enfants étudier en Angleterre. Ce ne sont donc pas eux qui vont bénéficier de l'expansion de l'enseignement public, mais les nouveaux électeurs. C'est ce que nous avons constaté. Même si la concurrence politique n'a pas changé, nous constatons que les districts où l'émancipation a beaucoup augmenté ont également connu une plus forte augmentation des dépenses d'éducation ou des équipements éducatifs. Et la majeure partie de cette augmentation est concentrée dans les dépenses liées à l'école primaire, ce qui correspond à ce que l'on peut attendre d'une population largement dépourvue d'éducation, pas tellement au niveau universitaire ou quelque chose de ce niveau. Ce qui est également intéressant pour nous, c'est que lorsque nous suivons les dépenses de santé dans les établissements de santé, nous obtenons un résultat contrasté. Nous ne constatons aucun changement différentiel dans les dépenses de santé ou les établissements de santé dans les endroits où l'augmentation de l'émancipation est plus ou moins importante. Notre hypothèse est qu'à cette époque, les maladies infectieuses étaient une cause majeure de décès. Par conséquent, les dépenses de santé de cette période auraient essentiellement consisté en des campagnes de santé publique, des mesures sanitaires et des vaccinations de masse. Et je pense que les riches comme les pauvres en bénéficieraient. Ce n'est pas comme si les riches pouvaient avoir accès à la vaccination seuls et par eux-mêmes. Cela dépendait des découvertes scientifiques et des achats effectués par le gouvernement, etc. L'idée que ces améliorations sanitaires n'ont pas eu d'effet différentiel en fonction de la classe sociale de l'électeur est donc assez cohérente. Elles sont apparemment attribuées sur une base similaire, indépendamment du statut d'électeur. Mais l'éducation répond réellement au nombre de personnes qui peuvent voter.

Tim Phillips [00:23:26] :

Lakshmi, quand nous lisons l'histoire de l'Inde, nous constatons très clairement que l'Inde postcoloniale avait une identité nationale et une énergie nationale très différentes de celles de l'Inde de l'époque coloniale. Ce n'est pas surprenant. Ce qui ressort de vos recherches, c'est que les réformes en matière d'émancipation semblent avoir le même type d'impact dans l'Inde coloniale et dans l'Inde postcoloniale. Cela vous a-t-il surpris ?

Lakshmi Iyer [00:23:59] :

Nous avons été surpris. Nous pensions trouver des résultats différents. Par exemple, nous nous attendions à ce que l'effet sur la concurrence politique soit plus important après l'indépendance, car la puissance coloniale n'existe plus. Les électeurs peuvent former leurs propres partis ou se sentent plus libres de voter pour toutes sortes de partis différents, ce qui ne semble pas être le cas. Qu'est-ce que cela signifie ? À mon avis, le comportement des partis politiques et des élus est très sensible à ces conditions locales ou ascendantes, telles que le droit de vote, la participation effective au scrutin, etc. Je ne dis pas que les conditions à plus haut niveau n'ont pas d'importance, comme le fait d'être une colonie ou d'avoir un mouvement d'indépendance en cours. Notre recherche ne peut pas très bien saisir les effets macroéconomiques de ces conditions, parce que nous comparons des districts qui sont tous soumis à ces changements. Nous nous contentons de dire : "Alors, que se passe-t-il si le taux d'émancipation est plus ou

moins élevé ? » Je pense donc que, quel que soit l'effet de ces facteurs de niveau national, il n'est probablement pas différent d'une région à l'autre, et qu'il peut donc influencer la stratégie politique globale. Par exemple, le Congrès a joué un rôle très important dans la revendication de l'indépendance vis-à-vis des Britanniques, mais il est évident qu'après l'indépendance, l'ensemble de sa stratégie politique ou de ses objectifs étaient différents, mais il n'y a pas de différence entre les différents types de districts. Nous ne pouvons donc pas nous en rendre compte. Mais je pense que, de mon point de vue, l'autre chose que j'ai apprise en faisant cette recherche, c'est que la démocratie en Inde est beaucoup plus profondément enracinée que je ne l'avais compris au départ. Les choses ne sont pas parties d'une table rase lorsque le régime colonial a pris fin et que le pays a accédé à l'indépendance. Ces processus sont à l'œuvre depuis bien plus longtemps que je ne l'avais réalisé.

Tim Phillips [00:25:38] :

Oui, c'est une chose que j'ai également apprise en lisant cet article. Il s'agit d'un texte fascinant, d'une recherche vraiment intéressante, qui nous apporte des réponses, mais aussi des questions. Merci beaucoup d'en avoir parlé aujourd'hui, Lakshmi.

Lakshmi Iyer [00:25:52] :

Merci, Tim.

Tim Phillips [00:26:01] :

L'article s'intitule *Enfranchisement, Political Participation and Political Competition : Evidence from Colonial and Independent India*. Les auteurs sont Guilhem Cassan, Lakshmi Iyer et Rinchan Mirza. Il s'agit du de l'article en pré-publication 18053 du CEPR.

[Voiceover] [00:26:26] :

Nous espérons que vous avez apprécié ce VoxTalk du Center for Economic Policy Research. Si c'est le cas, n'oubliez pas de vous abonner et de laisser un commentaire. Vous nous trouverez partout où vous écoutez vos podcasts. La semaine prochaine, dans VoxTalks, nous verrons comment les populistes dans l'histoire ont souvent eu raison sur le plan économique, tandis que les économistes se sont trompés.